

## COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



ADAMS Vincanne, 2013, *Markets of Sorrow, Labors of Faith. New Orleans in the Wake of Katrina*. Durham, Duke University Press, 240 p., illustr., bibliogr., index (Catherine Morin Boulais)

En août 2005, l'ouragan Katrina a frappé les côtes de la Louisiane et durement touché la ville la plus peuplée de l'État, la Nouvelle-Orléans. Plusieurs ouvrages en sciences sociales ont été consacrés à cette catastrophe et à ses effets, abordant ses causes structurelles, les inégalités sociales qui lui sont sous-jacentes ou l'expérience vécue par les Néo-Orléanais. Dans *Markets of Sorrow, Labors of Faith...*, l'anthropologue Vincanne Adams apporte une nouvelle perspective sur l'événement et ses suites en procédant au maillage de ces sphères habituellement traitées de façon distincte. Ce faisant, elle illustre la façon dont l'expérience de reconstruction des sinistrés de Katrina reflète une série de changements structuraux dans l'économie politique états-unienne.

La parole des Néo-Orléanais est la pierre angulaire de l'ouvrage d'Adams, finement tissé autour de témoignages sur les efforts déployés par les résidents pour retrouver un semblant de vie normale après l'ouragan. L'ethnographie d'Adams n'a de cesse de remuer le lecteur qui, chapitre après chapitre, voit la réalité post-Katrina prendre un nouveau visage. L'histoire des Bradlieu, par exemple, expose toute l'inefficacité et la perversité du processus de reconstruction. Le couple peine à accéder aux fonds de secours de la Federal Emergency Management Agency (FEMA), en outre insuffisants pour entreprendre quelques travaux que ce soit. Les prêts du Road Home Program, alloués spécifiquement pour rebâtir les maisons, sont refusés aux Bradlieu parce que leur acte de propriété, pourtant légal selon la ville, n'est pas reconnu par le programme. Livrés à eux-mêmes, les Bradlieu logeront pendant trois ans dans une roulotte prêtée par la FEMA, stationnée dans leur cour avant. Le couple réintégrera finalement sa maison, reconstruite grâce à l'aide de 800 bénévoles, en 2010.

Selon Adams, l'expérience des Bradlieu est loin d'être anecdotique : elle est le résultat inévitable de ce qu'elle nomme le « capitalisme du désastre », reprenant les termes de Naomi Klein (2007). L'expression désigne les arrangements politiques et économiques issus du néolibéralisme qui transforment la reconstruction post-catastrophe en un moyen de générer des profits. Ces arrangements reposent sur une gouvernance orientée par et vers le marché, dans laquelle le gouvernement protège les intérêts des entreprises qui, en retour, sont autorisées à investir certains secteurs des services publics. Ainsi le gouvernement a-t-il délégué, à la suite de Katrina, la reconstruction de la Nouvelle-Orléans à des compagnies en leur octroyant une partie de ses fonds de secours. Loin d'être neutre, cette privatisation des ressources des services publics engendre le remplacement d'une éthique de prise en charge publique des besoins sociaux par une éthique de profit privé. Il apparaît alors normal, entre autres, que les prêts offerts aux sinistrés augmentent leur endettement tout en rapportant des intérêts aux banques.

Ne pouvant compter ni sur l'État ni sur ses sous-traitants pour obtenir le soutien dont ils ont besoin, les sinistrés sont secourus par le secteur caritatif. Mû par un appel émotionnel et éthique devant les souffrances causées par la catastrophe, celui-ci effectue le travail de

reconstruction bénévolement, en lieu et place des compagnies financées par le gouvernement. De ce fait, selon l'auteure, le filet de sécurité sociale devient un choix affectif plutôt qu'un droit civil garanti par des politiques publiques et des protections juridiques. Par ailleurs, Adams remarque que le secteur caritatif est poussé à se modeler sur l'entreprise privée. Ce «philanthrocapitalisme» (p. 169) fait de la charité un site clé d'investissement en promouvant l'idée qu'il est possible de tirer profit de la souffrance tout en essayant de l'éliminer. Ainsi l'auteure soutient-elle que le capitalisme du désastre est caractérisé par une «économie de l'affect» (p. 174) où le surplus affectif produit par une catastrophe représente une source et une ressource lucrative.

Adams constate finalement que la tendance grandissante à laisser le marché orienter les réponses aux besoins des sinistrés se solde par une exacerbation des inégalités de race et de classe présentes avant la catastrophe, créant un «désastre de deuxième ordre» (p. 21). L'État désengagé, des compagnies s'enrichissent en profitant d'une souffrance qu'elles n'apaisent pas. Le coût de la reconstruction incombe alors aux sinistrés, déjà démunis, qui voient leur précarité s'accroître. Cette conjoncture n'est pas spécifique à Katrina et la force de l'auteure est justement d'avoir un propos large ; axé sur les conséquences de la restructuration de l'économie politique des États-Unis, il permet de tisser des parallèles avec les catastrophes se produisant ailleurs dans le monde.

L'ouvrage, dont les analyses approfondies sont rédigées dans un langage accessible, s'avère une excellente porte d'entrée sur l'anthropologie des catastrophes. Les chercheurs familiers avec le sujet y feront cependant peu de découvertes, les conclusions d'Adams appuyant celles des études récentes dans le domaine. Présage d'un futur qui pourrait échoir à quiconque, *Markets of Sorrow, Labors of Faith...* rappelle la nécessité de réfléchir à la manière dont les sociétés humaines construisent leur propre vulnérabilité.

## Référence

KLEIN N., 2007, *The Shock Doctrine : The Rise of Disaster Capitalism*. New York, Henri Holt.

Catherine Morin Boulais  
Département d'anthropologie  
Université Laval, Québec (Québec), Canada